

Edition du 18 octobre 2019

Réalisé à l'aide des contributions des Services Économiques

## L'essentiel

### ► Argentine : accélération de l'inflation en septembre

L'indice des prix à la consommation a augmenté de **+5,9 % en septembre en variation mensuelle (après +4,0 % en août)**, soit son plus haut niveau depuis septembre 2018 (où il avait atteint +6,5 %), à la suite de l'importante dépréciation nominale du peso au mois d'août (-25 % face à l'USD). La hausse des prix a été principalement portée par les secteurs de l'alimentaire (+5,7 %), des boissons, alcools et tabac (+5,7 %), vestimentaire (+9,5 %), de la santé (+8,3 %), des équipements et biens ménagers (+7,4 %), des loisirs et de la culture (+7,6 %), et de la communication (+5,2 %). **En glissement annuel, l'inflation atteint 53,5 % (après 54,5 % en août).**

### ► Emergents : le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2019 et 2020

Dans sa dernière publication du *World Economic Outlook* d'octobre 2019, le FMI a dégradé ses perspectives de croissance par rapport à son édition d'avril 2019 pour les pays émergents en 2019 (-0,5 pp à +3,9 %) et 2020 (-0,2 pp à +4,6 %), en raison des incertitudes croissantes sur les perspectives du commerce mondial et celles relatives à l'orientation des politiques économiques domestiques. En **Chine**, les prévisions de croissance ont été revues à la baisse de 0,2 pp à +6,1 % pour 2019 et de 0,3 pp à +5,8 % pour 2020, en raison de la recrudescence des tensions commerciales avec les États-Unis et du ralentissement structurel de la croissance chinoise malgré le soutien des politiques budgétaire et monétaire. C'est le cas également en **Inde** et au **Brésil**, où les prévisions ont été fortement révisées à la baisse pour 2019, de 1,2 pp à respectivement +6,1 % et +0,9 %, et pour 2020, de 0,5 pp à +7,0 % et +2,0 %, en raison d'un ralentissement de la consommation et de l'investissement dans les deux pays. En **Russie**, à la suite de chiffres de croissance décevants au premier semestre de l'année, la croissance pour 2019 a été revue à la baisse de 0,5 pp à +1,1 %, tandis que le report de projets d'investissements publics (initialement prévus pour 2019) à 2020 a permis une amélioration de la perspective de croissance cette même année de 0,2 pp à +1,9 %. A l'inverse, en **Turquie**, la prévision de croissance a été révisée à la hausse en 2019 de 2,7 pp à +0,2 % ainsi qu'en 2020, de 0,5 pp à +3,0 % grâce à reprise plus rapide qu'attendue de la croissance, soutenue par une politique budgétaire accommodante et une amélioration des conditions de financement externes.

### ► Tunisie : Kaïs Saïed remporte les élections présidentielles avec près de 73 % des voix, contre Nabil Karoui

Le second tour de l'élection présidentielle en Tunisie opposant **M. Kaïs Saïed (candidat indépendant) et M. Nabil Karoui (du parti Qalb Tounes)** s'est tenu dimanche 13 octobre 2019. M. Kaïs Saïed a été élu Président de la République tunisienne avec 72,71 % des voix (2 777 931 voix) contre 27,29 % pour Nabil Karoui (1 042 894 voix). M. Kaïs Saïed est un professeur de droit, sans parti ni structure, qui a rassemblé un électorat allant de la gauche aux plus conservateurs. Le taux de participation a atteint 60 % au second tour (contre 49 % au 1<sup>er</sup> tour). Selon les estimations, M. Saïed aurait notamment bénéficié du vote des jeunes (90,5 % des 18 à 25 ans), ainsi que des électeurs qui ont fait des études supérieures (83,2 % des électeurs de cette catégorie). De plus, sa base électorale proviendrait à 27,5 % des abstentionnistes du scrutin législatif du 6 octobre dernier, à 24,8 % des électeurs du parti Ennahdha (qui a obtenu 52 sièges à l'Assemblée des représentants du peuple), à 6,7 % de ceux de la coalition Al Karama (21 sièges), à 5,8 % du Courant démocratique (22 sièges) et à 5,1 % du Mouvement du peuple (17 sièges). En outre, 6,8 % de son électorat serait réparti entre Tahya Tounes, le Parti Destourien Libre et Qalb Tounes. Enfin, 22,4 % de son électorat serait issu d'autres partis ou de listes indépendantes. Pour rappel, la Constitution tunisienne de 2014 ne permet pas au Président de la République tunisienne d'intervenir directement dans les affaires économiques intérieures, qui sont du ressort du gouvernement. Dans le domaine économique, ses prérogatives se limitent essentiellement aux relations étrangères (dont la ratification des traités).

### ► Singapour : au 3<sup>ème</sup> trimestre, la croissance s'établit à +0,1 % en glissement annuel, justifiant un assouplissement de la politique monétaire

La croissance du PIB est restée stable au T3 2019, à **0,1 % en glissement annuel (comme au T2 2019, après +1,1 % au T1)** selon les premières estimations du ministère du commerce et de l'industrie. La croissance reste tirée vers le bas par le secteur manufacturier, dont l'activité décline pour le troisième trimestre consécutif (-3,5 %, après -3,3 % au T2). En revanche, la croissance dans la construction (+2,7 % au T3 après +2,8 % au T2) et les services (+0,9 %, après 1,1 % au T2) se maintient. En variation trimestrielle, le PIB croît de 0,6 % sur la période, après avoir accusé un retrait de 2,7 % au T2. **En parallèle, la banque centrale (MAS) a annoncé un assouplissement de sa politique monétaire, pour la première fois depuis avril 2016.** L'institution justifie sa décision par le ralentissement de l'économie (dont la croissance est attendue entre 0,0 % et 1,0 % cette année) dans le contexte d'escalade des tensions commerciales sino-américaines. Pour rappel, le pilotage de la politique monétaire à Singapour est singulier puisque la MAS utilise le taux de change et non le taux d'intérêt. Ainsi, elle réduira le rythme d'appréciation du taux de change effectif nominal, dans des proportions encore inconnues. En 2018, la MAS avait resserré à deux reprises sa politique monétaire, arguant de l'accroissement des pressions inflationnistes.

Cette semaine a été marquée par un regain d'optimisme sur les marchés reflétant l'annonce d'un éventuel accord sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE et de la trêve sur le front commercial entre les Etats-Unis et la Chine. Dans ce contexte, les indices boursiers émergents ont rebondi et les spreads se sont resserrés. Les devises émergentes se sont majoritairement appréciées face au dollar.

**L'indice boursier MSCI composite de Morgan Stanley (en dollars) a nettement progressé sur la semaine (+3,2 % après +0,4 %).** L'indice chinois a fortement rebondi (+3,8 %, après -0,2 % la semaine précédente), reflétant l'apaisement des tensions commerciales avec les Etats-Unis. L'optimisme des investisseurs en lien avec l'accalmie sur le front commercial s'est propagée aux autres pays asiatiques, notamment l'Inde (+3,2 %), la Corée du Sud (+3,3 %) l'Indonésie (+3,7 %) et Taiwan (+3,7 %). **L'indice boursier mexicain a également progressé (+3,0 %, comme la semaine précédente),** reflétant en partie un accueil favorable de la part des investisseurs à une opération de réduction de la dette de PEMEX, le pétrolier public. Cette opération a permis une baisse de la dette de 5 Md\$, soit 5 % de la dette totale du pétrolier.

**Les spreads émergents ont poursuivi leur resserrement entamé la semaine précédente, et ce pour toutes les zones (-7 pdb après -13 pdb).** Le spread tunisien a enregistré le plus fort resserrement sur la semaine (-106 pdb après +30 pdb), marquant un retour au calme des marchés après des épisodes successifs d'incertitude en lien avec les élections présidentielles et législatives. A contrario, **le spread est resté relativement stable au Pérou (+1 pdb, après -15 pdb),** en l'absence de résolution de la crise constitutionnelle que traverse le pays.

**Les devises émergentes se sont majoritairement dépréciées face au dollar cette semaine. Le real brésilien a affiché la plus mauvaise performance de la semaine (-1,3 %, après -0,6 %) reflétant les rixes internes au parti du Président Bolsonaro au Parlement.** Ces dissensions fragilisent sa capacité à créer un consensus autour de son programme de réformes, alors même que le Sénat s'apprête à adopter définitivement la réforme de la sécurité sociale, permettant d'assainir les finances publiques.

